



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 017
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-06-30
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-13 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 017 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Afficher les questions et réponses

L'invitation à soumissionner est modifié comme suit :

1. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
158	Dans la réponse 90 du Canada dans la modification 007, à la question « Veuillez confirmer si les utilisateurs partenaires et policiers seront ajoutés à Azure AD en mode natif ou si la GRC utilise une approche B2C », le Canada a répondu que les deux approches seront utilisées et doivent être prises en charge par la solution. Cela signifie-t-il que certains utilisateurs du P3 auront accès au service Azure AD de la GRC en tant qu'utilisateurs invités par l'entremise du service Azure AD B2B et que d'autres utilisateurs du P3 s'inscriront en utilisant leurs courriels avec leurs mots de passe ou leurs comptes de médias sociaux tels que Facebook, Google ou LinkedIn par l'entremise du service Azure AD B2C? La modification 001, section 4.6 d) iv), Déploiement infonuagique, stipule que « la solution doit utiliser la fonctionnalité Azure AD (Active Directory) pour la gestion de l'identité et de l'accès pour les administrateurs de système (GRC et partenaires externes) de la solution », ce qui semble indiquer qu'aucun compte de médias sociaux ne doit être utilisé. Veuillez préciser l'exigence.	La GRC ajoutera certains services de police partenaires à Azure AD de manière native, tout en se fédérant à certains partenaires et en fournissant des données d'identification à d'autres partenaires. La GRC envisage d'utiliser Azure AD en conjonction avec Azure B2B et Azure B2C, ou une autre solution de Gestion de l'identité, des authentifiants et de l'accès (GIAA) interne du gouvernement du Canada. Dans l'un ou l'autre des scénarios, les justificatifs d'identité seront limités aux noms de domaine qualifiés en fonction de la nature du partenaire et du niveau d'accès qui lui sera accordé. L'entrepreneur doit collaborer avec la GRC pour s'assurer que la Solution nationale en matière de cybercriminalité (SNC) prend en charge le modèle de GIAA.
159	Dans la réponse à la question 156, SPAC indique que les habilitations de sécurité requises pour le personnel travaillant sur le prototype de la phase 1 sont « SUR LES LIEUX – Accès aux installations de niveau II avec escorte » et « SUR LES LIEUX – Accès aux installations de niveau II sans escorte ». Veuillez confirmer qu'aucune habilitation n'est requise pour les autres employés travaillant sur le prototype de la phase 1 (p. ex. le personnel travaillant dans les locaux de l'entrepreneur ou dans un autre lieu hors site).	Le Canada exige que tous les membres du personnel qui travaillent à la phase 1 – Prototype obtiennent et conservent la cote d'accès aux installations de niveau II, conformément à la définition présentée à la section Sécurité du personnel du Guide de sécurité LVERS –

Question #	Question	Réponse
		Prototype SNC inclut à l'Annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité – Phase 1 – Prototype.
160	<p>Veillez nous confirmer s'il sera possible, après la soumission, de réviser et réduire les coûts du tableau de prix 3 pour l'évaluation finale, à la lumière des leçons retenues et des gains d'efficacité réalisés à la phase de prototype. C'est ainsi le tableau de prix 3 révisé qui servirait pour le calcul final devant mener à l'attribution du marché.</p>	<p>Non. À la clôture des soumissions, le prix présenté par le soumissionnaire sera le prix utilisé par le Canada aux fins de l'évaluation des soumissions, conformément à la partie 4 de la demande de propositions (DP). Le Canada recommande fortement aux soumissionnaires d'offrir leur meilleur prix à la clôture des soumissions.</p>
161	<p>Depuis que le processus de DP a commencé, nous posons de nombreuses questions sur la phase de prototype, soucieux d'en arriver à la bonne portée pour répondre aux besoins essentiels de la GRC et trouver la bonne solution pour cet important programme, mais non sans rester dans les limites d'un investissement prévente commercialement raisonnable pour le soumissionnaire.</p> <p>Malheureusement, les exigences de la phase de prototype n'ont pas changé, ce que confirme l'addenda par suite des dernières questions. Telles quelles, les exigences représentent un lourd fardeau pour l'investissement initial demandé aux soumissionnaires éventuels, avec un rendement minimal d'à peine 225 k\$ pour un projet de cinq mois. On demande essentiellement une solution « clé en main » plutôt qu'une validation de principe ou un prototype, ce qui exige un effort considérable de configuration, de développement et de production de documents afin de répondre aux exigences particulières de la GRC et du gouvernement. Bref, à moins que la portée change, nous ne pourrions pas vous soumettre de proposition compétitive pour une prise de décision éclairée.</p> <p>Nous demandons à la GRC de bien vouloir réviser l'échelle et la portée de la phase de prototype, afin de rendre commercialement raisonnable ce qui est demandé aux soumissionnaires éventuels. La GRC serait-elle ouverte à considérer des options comme celles énumérées ci-dessous, qui réduiraient l'impact sur les entreprises et augmenteraient la probabilité de recevoir plusieurs soumissions compétitives à évaluer?</p>	<p>Le Canada cherche une solution conforme à la DP. Les exigences du prototype de la solution visent à évaluer la viabilité de la solution du fournisseur au moyen des scénarios avant que le Canada ne prenne sa décision en vue du lancement de la solution complète (phase 2).</p> <p>Dans le cadre du présent processus d'approvisionnement agile, le Canada a activement fait appel à l'industrie à l'égard de tous les éléments de ces exigences ainsi que de l'ébauche de la demande de soumissions pendant le processus de mobilisation de l'industrie. La rétroaction de l'industrie a été bien reçue et minutieusement examinée par le Canada. Lorsqu'il était nécessaire de le faire, le Canada a pris en compte la rétroaction de l'industrie et l'a intégrée dans la DP définitive. Plus précisément, la rétroaction obtenue de</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>Toutefois, ne rajuster qu'un seul de ces leviers de portée ne sera pas suffisant pour réduire l'investissement demandé à un niveau raisonnable : nous proposons plutôt que la portée du prototype soit réduite de 50 à 70 %. Les options seraient de réduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> le nombre de scénarios propres à la GRC exigeant du développement sur mesure dans la plateforme; la portée des scénarios, c'est-à-dire les éléments de démonstration et autres exigences considérables pour l'intégration à des systèmes et ensembles de données multiples; le nombre d'entités logiques, de règles administratives et de flux de travaux en temps réel; la portée d'évaluation de la « preuve de production » : Protégé B, lignes directrices sur l'ICP, etc.; l'interopérabilité à démontrer comme quoi le système est prêt pour la production; l'exigence de nationalité canadienne et de cote de sécurité pour quiconque travaillera à la phase du prototype, afin que nous disposions d'un choix plus large et donc plus rentable OU BIEN limiter cette exigence exclusivement aux personnes qui auront accès aux données Protégé B dans cette période. <p>Ou encore, est-ce que la GRC envisagerait une phase de prototype à recouvrement de coûts, pour compenser l'investissement demandé aux soumissionnaires? C'est ce qu'EDSC a fait pour son programme dit « Modernisation du versement des prestations ». Celui-ci demandait aux soumissionnaires un investissement initial considérable; cependant le rendement du capital investi était raisonnable, puisque seuls quatre consortiums étaient qualifiés et que le contrat durait 10 ans. Alors qu'ici, il n'y a aucun engagement ni potentiel de recouvrement de coûts.</p> <p>Toujours engagés pour la GRC, nous continuons de tenir à cette occasion extraordinaire et avons confiance que, moyennant quelques ajustements raisonnables, nous pourrions vous faire une soumission très intéressante.</p> <p>Merci de bien vouloir répondre promptement, afin que nous puissions respecter notre échéance pour décider de soumissionner ou pas.</p>	<p>l'industrie concernant le caractère adéquat de l'enveloppe de prix pour le prototype a entraîné la modification du prix de 100 000 \$ à 225 000 \$ (y compris le contrôle de validation, au besoin). L'augmentation du prix découle des exigences du Canada et des efforts déployés par le fournisseur en vue de fournir une solution prête pour la production aux fins de l'évaluation des capacités et de la convivialité (ECC) du Canada.</p> <p>En vue de réaliser les objectifs propres au projet de SNC, le Canada ne changera pas les scénarios présentés aux fins de l'ECC et l'approche relative au prix pour la phase du prototype.</p>
162	<p>Le Canada pourrait-il prolonger d'un mois la date limite de soumission de la solution nationale en matière de cybercriminalité (SNC) (M7594-205915/C). La raison en est qu'il y a encore des questions et des clarifications requises pour le prototype qui demeurent</p>	<p>Non. En raison de demandes antérieures de l'industrie, le Canada a déjà prolongé la date de clôture. La date de clôture demeure le 13 juillet</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
017
File No. - N° du dossier
164xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question #	Question	Réponse
	sans réponse. Il est dans l'intérêt de la GRC de continuer à peaufiner la portée du prototype afin d'obtenir un résultat positif qui aidera le Groupe national de coordination contre la cybercriminalité (GNCC) à remplir son mandat le plus rapidement possible.	2021, tel qu'indiqué dans la modification de la demande de soumissions no 10.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT
INCHANGÉS.**